

NOTIFICATION D'UNE VIOLATION DE DONNÉES PERSONNELLES

NOTIFICATION COMPLÉMENTAIRE / MODIFIÉE

RÉFÉRENCES DE LA NOTIFICATION INITIALE

N° de la notification initiale	FR2509011600006
Date et heure de la notification initiale	01/09/2025 à 16h

ORGANISME(S) CONCERNÉ(S) PAR LA VIOLATION

ORGANISME RESPONSABLE DE TRAITEMENT

N° SIREN	834652612
Dénomination de l'organisme	GROUPEMENT DE COOPERATION SANITAIRE NORMAND'E-SANTE
Numéro de TVA intracommunautaire	FR7834652612
Adresse postale	7 LONGUE VUE DES ASTRONOMES 14111 LOUVIGNY
Pays	France

RESPONSABLE LÉGAL

Nom du représentant légal	Monsieur JÉRÔME RIFFLET
Adresse de messagerie	contact@normand-esante.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les données personnelles nécessaires à l'accomplissement des missions de la CNIL sont conservées et traitées dans des fichiers destinés à son usage exclusif.

Les personnes concernées peuvent exercer leurs droits Informatique et Libertés en s'adressant au délégué à la protection des données de la CNIL via un formulaire en ligne ou par courrier postal.

Pour en savoir plus : <https://www.cnil.fr/donnees-personnelles>

PERSONNE À CONTACTER

Nom, prénom du contact	Madame MATHILDE STINES
Fonction	DPO externe
Adresse de messagerie	dpo@lexagone.fr
Téléphone	06 62 23 60 35
Adresse postale	7 LONGUE VUE DES ASTRONOMES 14111 LOUVIGNY
Pays	France

AUTRES ORGANISMES IMPLIQUÉS

Autres organismes impliqués ☒

396 structures utilisatrices des services de NES ont été impactées par cette violation.
15 structures ont des données personnelles administratives de patient qui ont été compromises.

NATURE DE LA VIOLATION

DATE DE LA VIOLATION

Date et heure de la violation	-
Date et heure du début de la violation	22/10/2024 09:00
Date et heure de la fin de la violation	10/01/2025 18:00
Date et heure de prise de connaissance de la violation	29/08/2025 16:00
Date et heure de notification par le prestataire	29/08/2025 16:00
La violation s'est étendue sur une période déterminée	☒
La violation est-elle toujours en cours ?	☒

Commentaires sur les dates

Circonstances de la découverte de la violation

Le GRADeS Normand'e-santé (NES) a reçu une alerte du CERT Santé le 29/08 matin concernant la découverte dans le darknet d'informations démontrant que des acteurs malveillants avaient pu avoir accès aux plateformes des GRADeS depuis des adresses IP qualifiées de « compromises ».

La revue des traces techniques a permis de déterminer que 3 comptes avaient réalisé des accès légitimes au sens applicatif (utilisation d'un compte utilisateur valide) avec les adresses IP identifiées par le CERT Santé.

NES a également réalisé une déclaration au CERT Santé et une plainte a été déposée auprès du service compétent.

Indiquez les raisons du retard

Alerte du CERT SANTE le 29/08 matin sur des adresses IP qualifiées de « compromises » par rapport aux infrastructures de l'ensemble des GRADeS.

A PROPOS DE LA VIOLATION

NATURE DE LA VIOLATION

Perte de la confidentialité ☒

Perte de l'intégrité ☐

Perte de la disponibilité ☐

ORIGINE(S) DE L'INCIDENT

- | | |
|--|-------------------------------------|
| Equipement perdu ou volé | ☐ |
| Papier perdu, volé ou laissé accessible dans un
endroit non sécurisé | ☐ |
| Courrier perdu ou ouvert avant d'être retourné
à l'expéditeur | ☐ |
| Piratage, logiciel malveillant (par exemple
rançongiciel) et/ou hameçonnage | ☒ |
| Mise au rebut de documents papier contenant
des données personnelles sans destruction
physique | ☐ |
| Mise au rebut d'appareils numériques
contenant des données personnelles sans
effacement sécurisé | ☐ |
| Publication non volontaire d'informations | ☐ |
| Données de la mauvaise personne affichées
sur le portail du client | ☐ |
| Données personnelles envoyées à un mauvais
destinataire | ☐ |
| Informations personnelles divulguées de façon
verbale | ☐ |
| Autre | ☐ |

Autres origines

-

Descriptif détaillé de la violation

L'analyse approfondie par les équipes support de l'éditeur Maincare a relevé, pour 2 des comptes, une énumération de l'annuaire patient pouvant permettre une extraction des données administratives de ceux-ci.

Concrètement, les identités des patients des services connectés ou alimentant le Serveur Régional d'Identité (SRI) sont susceptibles d'avoir été consultées ou subtilisées par le(s) cyberattaquant(s).

Ces opérations d'extraction se sont déroulées les 22/10/2024, 26/12/2024, 09/01/2025 et 10/01/2025, dernière date constatée par la cyberattaque.

Depuis cette date, aucun accès frauduleux au système d'information de l'ENRS (Espace Numérique Régional de Santé : le portail d'accès aux services mis à disposition par NES) n'a été identifié.

CAUSE(S) DE L'INCIDENT

- Acte interne malveillant ☐
- Acte interne accidentel ☐
- Acte externe malveillant ☒
- Acte externe accidentel ☐
- Inconnu ☐
- Autre ☐

Autres causes

-

NATURE DES DONNÉES CONCERNÉES PAR LA VIOLATION

- Etat civil (ex : nom, sexe, date de naissance, âge...) ☒
- NIR (Numéro d'Inscription au Répertoire) ☒
- Coordonnées (ex : adresse postale ou électronique, numéros de téléphone fixe ou portable...) ☒
- Données d'identification ou d'accès (ex : identifiant, mot de passe, numéro client...) ☐
- Données relatives à des informations financières (ex : revenus, numéro de carte de crédit, coordonnées bancaires), économiques ☐
- Documents officiels (Passeports, pièces d'identité, etc.) ☐
- Données de localisation ☐
- Données relatives à des infractions, condamnations, mesures de sûreté ☐
- Les données concernées ne sont pas connues pour le moment ☐
- La violation concerne d'autres données ☐

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les données personnelles nécessaires à l'accomplissement des missions de la CNIL sont conservées et traitées dans des fichiers destinés à son usage exclusif.

Les personnes concernées peuvent exercer leurs droits Informatique et Libertés en s'adressant au délégué à la protection des données de la CNIL via un formulaire en ligne ou par courrier postal.

Pour en savoir plus : <https://www.cnil.fr/donnees-personnelles>

Autres données

-

DONNÉES SENSIBLES

Origine raciale ou ethnique ☒

Opinions politiques ☒

Opinions philosophiques ou religieuses ☒

Appartenance syndicale ☒

Orientation sexuelle ☒

Données de santé ☒

Données biométriques ☒

Données génétiques ☒

Nombre approximatif d'enregistrements concernés par la violation	804 972
---	---------

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les données personnelles nécessaires à l'accomplissement des missions de la CNIL sont conservées et traitées dans des fichiers destinés à son usage exclusif.

Les personnes concernées peuvent exercer leurs droits Informatique et Libertés en s'adressant au délégué à la protection des données de la CNIL via un formulaire en ligne ou par courrier postal.

Pour en savoir plus : <https://www.cnil.fr/donnees-personnelles>

CATÉGORIES DE PERSONNES CONCERNÉES PAR LA VIOLATION

Employés	☐
Utilisateurs	☐
Adhérents	☐
Etudiants / élèves	☐
Personnel Militaire	☐
Clients (actuels ou potentiels)	☐
Patients	☒
Mineurs	☐
Personnes vulnérables	☐
Pas déterminé pour le moment	☐
Autres	☐

Autres Personnes

-

**Nombre approximatif de personnes
concernées par la violation** 159 254

Mesures de sécurité préalables à la violation

Gestion des annuaires utilisateurs avec des habilitations permettant des accès limités aux données strictement nécessaires à leurs fonctions.

Cycle de vie des mots de passe : expiration tous les 6 mois.

Revue des comptes (désactivation au bout de 15 mois d'inactivité, puis suppression 12 mois après).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les données personnelles nécessaires à l'accomplissement des missions de la CNIL sont conservées et traitées dans des fichiers destinés à son usage exclusif.

Les personnes concernées peuvent exercer leurs droits Informatique et Libertés en s'adressant au délégué à la protection des données de la CNIL via un formulaire en ligne ou par courrier postal.

Pour en savoir plus : <https://www.cnil.fr/donnees-personnelles>

Déploiement partiel du MFA.

CONSÉQUENCES POTENTIELLES (IMPACTS SUR LES DONNÉES)

EN CAS DE PERTE DE CONFIDENTIALITÉ

Les données ont été diffusées plus que
nécessaire et ont échappé à la maîtrise des
personnes concernées



Les données peuvent être corrélées avec
d'autres informations relatives aux personnes
concernées



Les données peuvent être exploitées à d'autres
fins que celles prévues et/ou de manière non
loyale



Autre



Autres conséquences liées à la perte de confidentialité

-

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les données personnelles nécessaires à l'accomplissement des missions de la CNIL sont conservées et traitées dans des fichiers destinés à son usage exclusif.

Les personnes concernées peuvent exercer leurs droits Informatique et Libertés en s'adressant au délégué à la protection des données de la CNIL via un formulaire en ligne ou par courrier postal.

Pour en savoir plus : <https://www.cnil.fr/donnees-personnelles>

PRÉJUDICES POTENTIELS POUR LES PERSONNES CONCERNÉES

NATURE DES IMPACTS POTENTIELS POUR LES PERSONNES

- | | |
|--|-------------------------------------|
| Perte de contrôle sur leurs données personnelles | ☐ |
| Limitation de leurs droits | ☐ |
| Discrimination | ☐ |
| Vol d'identité | ☐ |
| Fraude | ☐ |
| Levée non autorisée de pseudonymisation | ☐ |
| Pertes financières | ☐ |
| Atteinte à la réputation | ☐ |
| Perte de la confidentialité de données protégées par un secret professionnel | ☒ |
| Autre (merci de préciser) | ☐ |

Autres impacts

-

ESTIMATION DU NIVEAU DE GRAVITÉ

- | | |
|-------------|-------------------------------------|
| Négligeable | ☐ |
| Limité | ☒ |
| Important | ☐ |
| Maximal | ☐ |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les données personnelles nécessaires à l'accomplissement des missions de la CNIL sont conservées et traitées dans des fichiers destinés à son usage exclusif.

Les personnes concernées peuvent exercer leurs droits Informatique et Libertés en s'adressant au délégué à la protection des données de la CNIL via un formulaire en ligne ou par courrier postal.

Pour en savoir plus : <https://www.cnil.fr/donnees-personnelles>

Mesures techniques et organisationnelles appliquées au traitement suite à la violation

Mesures techniques

- ☐ Blacklist des IP fournies par le CERT Santé
- ☐ Recherche des IP identifiées sur les logs Firewall, Reverse proxy, connexion applicative et SSO
=> Réalisée au fil de l'eau
- Recherche des e-mail et numéros de téléphone compromis sur l'annuaire
- ☐ Actions en cours chez l'éditeur Maincare :
 - Mécanisme de limitation du nombre de requêtes
 - Amélioration de la détection de l'usage anormal des requêtes
- ☐ Dans le SIEM de l'hébergeur de l'ENRS, mise en place d'une supervision, du nombre anormal de requêtes légitimes sur une faible durée et un même utilisateur / IP
- Opérationnel depuis le 08/09/2025
- La granularité de la sonde est en cours de réglage

Mesures organisationnelles

- ☐ Désactivation des 3 comptes compromis
- ☐ Durcissement des procédures création/modification/validation de comptes et information des acteurs concernés
- ☐ Désactivation des comptes non utilisés depuis le 01/04/2025 => Réalisée le mardi 09/09/2025 au soir
- Remarque : actuellement la politique de revue de comptes prévoit une désactivation après 13 mois d'inactivité puis une suppression 12 mois plus tard
- ☐ Expiration des mots de passe des comptes utilisés depuis le 01/04/2025 => Réalisée le mardi 09/09/2025 au soir
- ☐ Généralisation de la mise en place d'une connexion à double facteur
 - La connexion à double facteur était :
 - o En place sur l'application mobile
 - o En cours de déploiement sur les accès web de certains services mis à disposition par NES
 - o Accélération de la généralisation :
 - Réalisation d'une Note d'information / Notice permettant aux utilisateurs de renseigner les modalités de contacts OTP
 - Envoi de la Note d'information / Notice aux utilisateurs actifs depuis le 01/04/2025 => mercredi 10/09/2025
 - Suppression des accès par simple Login / Mot de Passe : 01/10/2025

COMMUNICATION AUX PERSONNES CONCERNÉES

FOURNITURE D'UNE INFORMATION AUX PERSONNES
CONCERNÉES

- Oui, les personnes ont été informées ☐
- Non, mais elles le seront ☐
- Non ils ne le seront pas ☐
- Non déterminé pour le moment ☒

NOTIFICATIONS TRANSFRONTIÈRES ET AUTRES NOTIFICATIONS

CETTE NOTIFICATION CONCERNE UN TRAITEMENT TRANSFRONTALIER
CIBLANT DES PERSONNES DE DIFFÉRENTS ÉTATS MEMBRES

- Oui ☐
- Non ☒

Pays concerné(s)

LA VIOLATION A OU VA ÊTRE NOTIFIÉE À UNE **AUTRE AUTORITÉ
EUROPÉENNE** EN CHARGE DE LA PROTECTION DES DONNÉES ?

- Oui ☐
- Non ☒

Autorité(s) concernée(s)

LA VIOLATION A OU VA ÊTRE NOTIFIÉE À UNE **AUTRE AUTORITÉ NON-
EUROPÉENNE** EN CHARGE DE LA PROTECTION DES DONNÉES ?

- Oui ☐
- Non ☒

Autorité(s) concernée(s)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les données personnelles nécessaires à l'accomplissement des missions de la CNIL sont conservées et traitées dans des fichiers destinés à son usage exclusif.

Les personnes concernées peuvent exercer leurs droits Informatique et Libertés en s'adressant au délégué à la protection des données de la CNIL via un formulaire en ligne ou par courrier postal.

Pour en savoir plus : <https://www.cnil.fr/donnees-personnelles>

LA VIOLATION A OU VA ÊTRE NOTIFIÉE À UNE **AUTRE AUTORITÉ AFIN DE
RESPECTER UNE AUTRE EXIGENCE LÉGALE (NIS, EIDAS, ETC.) ?**

Oui ☐

Non ☒

Autorité(s) concernée(s)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les données personnelles nécessaires à l'accomplissement des missions de la CNIL sont conservées et traitées dans des fichiers destinés à son usage exclusif.

Les personnes concernées peuvent exercer leurs droits Informatique et Libertés en s'adressant au délégué à la protection des données de la CNIL via un formulaire en ligne ou par courrier postal.

Pour en savoir plus : <https://www.cnil.fr/donnees-personnelles>